



RÉALISER LE POTENTIEL D'INVESTISSEMENTS RENTABLES EN AFRIQUE
Séminaire de haut niveau organisé par l'Institut du FMI en coopération avec l'Institut
multilatéral d'Afrique
TUNIS, TUNISIE, 28 FÉVRIER – 1ER MARS 2006

Point de vue du secteur privé

Moeletsi Mbeki

Président directeur général d'Endemol Afrique du Sud
Vice-président du conseil d'administration de l'Institut des affaires
internationales d'Afrique du Sud

Présenté au séminaire de haut niveau sur la réalisation du potentiel d'investissement rentable en Afrique

Organisé par l'Institut du FMI en coopération avec l'Institut multilatéral d'Afrique
Tunis, Tunisie, 28 février – 1er mars 2006

Les opinions exprimées dans ce document sont uniquement celles des auteurs. Le fait qu'elles soient reprises directement ou par hyperliens sur le site Internet du FMI n'implique en aucun cas que le FMI, le Conseil d'administration du FMI ou la direction du FMI les approuvent ou les partagent.

Fonds monétaire international
Séminaire sur le thème « Réaliser des investissements rentables en Afrique »
Tunis, 28 février – 1^{er} mars 2006

Point de vue du secteur privé, par Moeletsi Mbeki

Les fruits du « royaume politique »

Dans les années 1970, un historien antillais, le regretté Walter Rodney, a publié un ouvrage qui a été fort bien reçu sur la crise du développement en Afrique : *How Europe underdeveloped Africa (Comment l'Europe a sous-développé l'Afrique)*.

Après 12 années d'efforts — généralement infructueux — pour faire des affaires en Afrique subsaharienne, de laquelle j'exclus l'Afrique du Sud, je pense avoir accumulé suffisamment d'information pour écrire la suite de l'ouvrage de Rodney. Mon livre s'intitulerait cependant *Comment les élites politiques africaines ont sous-développé l'Afrique*.

Lorsque les colonies africaines et asiatiques ont acquis leur indépendance à partir des années 1940, les nouveaux dirigeants ont été confrontés à deux grands impératifs : asseoir rapidement leur pouvoir politique tout en assurant la stabilité du pays et, à plus long terme, transformer l'économie de leur pays en délaissant les modèles coloniaux qui consistaient à exporter des matières premières et à importer des biens manufacturés.

Les nouvelles élites politiques ambitionnaient de développer des économies industrielles semblables à celle des puissances coloniales dont leurs pays s'étaient affranchis, des économies capables de produire des matières premières et des biens manufacturés grâce à une main-d'œuvre locale en meilleure santé, mieux éduquée et mieux vêtue qu'auparavant.

Au départ, de nombreux analystes prévoyaient que l'Asie s'embourberait dans les conflits et serait surpassée par l'Afrique, qui émergerait rapidement de l'ère coloniale. Or, c'est le contraire qui s'est produit.

Il est vrai qu'au départ, l'Asie a été déchirée par des conflits sanglants, mais dans une bonne partie de la région — dans le Sud et dans l'Est — la situation s'est bientôt stabilisée et les progrès économiques ne se sont pas fait attendre. En Afrique toutefois, les vieux conflits font toujours rage et de nouveaux sujets de discorde ont surgi. À quelques exceptions près, les élites politiques africaines ont sapé les assises économiques de leur pays.

Par exemple, dans une analyse comparative de la situation au Ghana et en Corée du Sud, la Banque mondiale souligne que les deux pays avaient atteint un stade de développement similaire dans les années 1960. Et pourtant, en 1995, la valeur des exportations coréennes avait été multipliée par 400 tandis qu'elle avait seulement quadruplé au Ghana, où le revenu réel par habitant avait par ailleurs diminué.

Le problème se situe dans la mauvaise gestion généralisée par les élites politiques au pouvoir des excédents économiques que l'Afrique a dégagés au cours des 40 dernières années. Héritières d'une administration coloniale, les élites politiques africaines ont profité de leur position de force par rapport au secteur privé (constitué en Afrique d'une

agriculture paysanne, de plantations, de sociétés manufacturières dont les propriétaires pouvaient être nationaux ou étrangers et d'entreprises extractives aux mains d'intérêts étrangers) pour accomplir les exploits suivants :

- * Elles ont porté le train de vie des élites politiques à un niveau comparable à celui des classes moyennes et supérieures du monde occidental, sans bien entendu la productivité équivalente.
- * Elles se sont lancées dans des projets d'industrialisation peu convaincants et ruineux sans au préalable acquérir les connaissances techniques et la formation à la gestion nécessaires.
- * Elles ont transféré les énormes excédents économiques dégagés par l'agriculture et les entreprises extractives (pétrole, diamants, métaux et bois) dans les pays développés dans un véritable exode des capitaux, tout en contractant simultanément d'énormes emprunts auprès des pays développés.

Une société préindustrielle

Il existe au sujet de l'Afrique un mythe très répandu selon lequel il suffirait que les gouvernements africains mettent en œuvre les prescriptions du Consensus de Washington pour que tout s'arrange et que le développement suive ensuite rapidement. C'est la baguette magique qu'affectionnent tant les experts étrangers. La dure réalité, c'est que le développement, et par conséquent la rentabilité des investissements, ne se matérialisera en Afrique que lorsque les obstacles sociaux et politiques à la croissance économique auront été surmontés.

Dans le débat nourri sur la crise du développement en Afrique, on oublie souvent de mentionner qu'à l'exception de l'Afrique du Sud, les pays africains n'ont pas encore amorcé leur révolution industrielle. Sur le plan du développement, il faut bien le reconnaître, l'Afrique se trouve encore un siècle et demi derrière l'Europe occidentale et au moins 70 à 80 ans de retard sur l'Inde et la Chine.

Les sociétés préindustrielles s'appuient de manière prédominante sur l'agriculture et la vaste majorité de leur population est composée de paysans. Il n'y a pas de classe moyenne ni de classe ouvrière à proprement parler. Le pouvoir politique est donc contrôlé par une petite élite d'aristocrates qui sont aussi propriétaires des terres cultivées par les paysans ou qui les contrôlent. Les villes ne sont pas des centres industriels, mais plutôt des centres administratifs, même si on y trouve bien quelques manufactures qui produisent pour l'essentiel des biens de consommation. Voilà, de manière générale, une description qui correspond assez bien à la plupart des pays africains d'aujourd'hui, et plus particulièrement à ceux de l'Afrique subsaharienne.

Par définition, les sociétés préindustrielles ne peuvent être démocratiques à cause de l'absence de strates sociales intermédiaires puissantes, c'est-à-dire l'absence de classe moyenne et de classe ouvrière qui feraient contrepoids au pouvoir des élites politiques dominantes qui contrôlent l'État dans ces pays.

Modèle de développement économique capitaliste

À gauche et à droite du spectre politique, les penseurs s'entendent sur le fait que le secteur privé est le moteur du développement économique moderne. Or l'Afrique a l'un des secteurs privés les plus étendus au monde. Pourtant, elle est aussi l'un des continents les moins développés.

Les théories économiques classiques ont toutes comme postulat que nous cherchons constamment à accroître notre sécurité et notre confort, ce qui nous incite à devenir des membres productifs de la société et à accumuler encore plus de richesse pour accroître ce confort. Suivant la logique capitaliste, puisque tout le monde cherche à obtenir plus de sécurité et de confort, tout le monde produit toujours un peu plus, un peu mieux et à meilleur marché de crainte de subir le sort inverse.

Si cette théorie économique était juste, l'Afrique bourdonnerait d'activité économique et de croissance, puisque la logique veut que les particuliers et les ménages s'efforcent tous de satisfaire au mieux ce besoin fondamental. Pourtant, dans la grande majorité des pays africains, l'activité et la croissance sont en recul et dans bien des cas leurs populations sont quotidiennement victimes de l'errance, de la violence et de la faim.

Le problème est que la théorie tient pour acquis que les particuliers et les entreprises privées sont libres de rechercher leur sécurité et leur confort, et possèdent et maîtrisent les moyens pour y arriver. La théorie tient aussi pour acquis que les particuliers et les entreprises sont libres d'échanger ce qu'ils produisent sans entrave et que lorsqu'ils arrivent à épargner, ils sont libres de conserver ces ressources et de l'utiliser pour améliorer leurs techniques ou entreprendre d'autres investissements.

Tel n'est pas le cas dans le secteur privé africain. Celui-ci est constitué en grande partie de paysans et de filiales de sociétés étrangères. On y trouve aussi des entreprises appartenant à des groupes ethniques étrangers (Indiens, Libanais, Chinois, etc.) qui sont ou non citoyens du pays. Ces groupes ne sont pas en mesure d'exercer leurs activités librement sur le marché parce qu'ils sont dominés par les non-producteurs — les élites politiques — qui contrôlent l'État.

Cette faiblesse du secteur privé africain explique pourquoi il ne peut devenir le moteur du développement économique. Le secteur privé africain n'a aucune influence sur le pouvoir politique et n'est par conséquent pas libre d'exercer ses activités de manière à maximiser ses objectifs. Par-dessus tout, il n'est pas libre de décider à quoi servira son épargne.

Le pillage organisé de l'épargne en Afrique

Les élites politiques utilisent leur mainmise sur l'État pour s'arroger l'épargne des entreprises privées qui, si elles le pouvaient, investiraient cet argent pour accroître leurs capacités ou pour entreprendre d'autres activités économiques productives.

Les élites détournent cette épargne pour satisfaire leurs propres besoins et afin de renforcer l'arsenal de répression de l'État. La plus grande partie des produits que consomment les élites politiques africaines viennent de l'étranger. La consommation des États africains ne crée donc pas de marchés significatifs pour les producteurs nationaux.

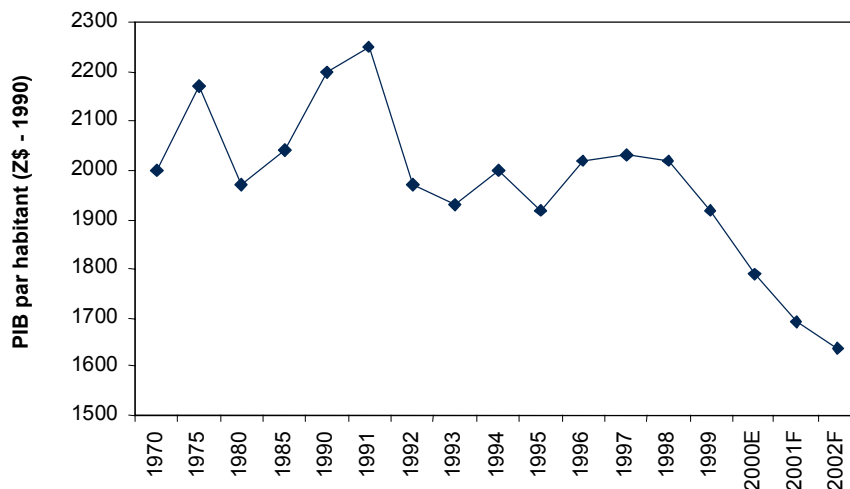
Au contraire, elle aspire l'épargne nationale qui autrement, pourrait servir à des investissements productifs et rentables.

Voilà ce qui explique l'appauvrissement croissant de l'Afrique. Plus les élites politiques consolident leur pouvoir et plus leur mainmise sur l'État s'accroît, plus les sociétés rurales et urbaines sombrent dans la pauvreté et plus les économies africaines régressent.

Le Zimbabwe est un exemple classique de la corrélation entre la chute du niveau de vie et le pouvoir croissant des élites politiques. Dans leur lutte contre le régime de la minorité blanche dans les années 1960 et 1970, les nationalistes africains du Zimbabwe ont obtenu, entre autres, l'appui des travailleurs agricoles et des paysans qui constituent la majorité de la population.

Certes, dans les années 1980, peu après l'indépendance, le gouvernement du Zimbabwe a déployé des efforts énergiques pour aider les paysans, mais après avoir consolidé leur pouvoir, les nouvelles élites politiques du Zimbabwe ont rapidement abandonné à leur sort les populations qui avaient fait leur force en temps de guerre et ont plutôt commencé à s'enrichir au détriment de l'économie nationale et du bien-être collectif comme le démontre très bien le graphique ci-dessous.

Graphique 1. Revenu par habitant au Zimbabwe (1970 à 2002)



Source : CSO Harare National Accounts (différentes éditions) et prévisions de Tony Hawkins pour 2000-2002

Les sociétés étrangères aussi sont à la merci des élites politiques. Les sociétés par actions à responsabilité limitée européennes sont actives en Afrique depuis les premiers jours de l'ère capitaliste. Au départ, elles finançaient et exploitaient les navires qui emmenaient les esclaves vers le Nouveau Monde. Au début de l'ère coloniale, ces entreprises n'étaient pas très loin derrière les armées colonialistes. Elles ont créé des plantations, creusé des mines, et construit des voies ferrées, des ports et de nouvelles villes. Elles se sont plus tard diversifiées dans la fabrication de produits de consommation pour le marché africain bourgeonnant et se sont lancées dans la transformation des matières premières.

Toutefois, après le départ des puissances colonialistes pendant les années 1950, ces filiales se sont retrouvées orphelines de leurs protecteurs politiques. Au même titre que les paysans africains, elles sont alors bientôt devenues une proie facile pour les nouvelles élites politiques africaines. Les plus chanceuses ont été nationalisées et leurs propriétaires ont été indemnisés. Les autres ont été «privatisées», si l'on peut dire.

Même les puissantes sociétés pétrolières occidentales n'échappent pas au pouvoir des élites politiques africaines. De temps à autre, elles doivent verser des sommes énormes sur les comptes personnels que certains chefs d'État de pays producteurs de pétrole détiennent dans des banques étrangères (ainsi que sur les comptes de membres de leur famille et d'amis). Le Sénat américain a découvert il n'y a pas si longtemps l'énormité des sommes versées par les sociétés pétrolières sur des comptes bancaires privés du chef d'État de la Guinée équatoriale à Washington. Selon certaines estimations, la fortune personnelle du président de l'Angola atteindrait les 6 milliards de dollars EU.

Les conséquences de cette mise en coupe réglée du secteur privé africain sont prévisibles. Dans un rapport récent, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel affirme que l'Afrique subsaharienne s'est dans les faits désindustrialisée au cours des trois dernières décennies à cause d'un écart de productivité de plus en plus marqué entre le secteur agricole et le secteur manufacturier la fabrication et entre le secteur manufacturier et l'économie en général.

L'Afrique souffre aussi de l'exode des cerveaux. Selon la Banque mondiale, plus de 20.000 diplômés émigrent tous les ans hors du continent.

Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) a été créé pour freiner ce déclin. Même s'il s'attaque à certains des pires excès des élites politiques africaines, il n'a pas les outils nécessaires pour remédier au malaise fondamental, en l'occurrence, le déséquilibre énorme qui existe entre le pouvoir des élites politiques et celui des producteurs clés du secteur privé.

Si la principale raison à la base du sous-développement de l'Afrique est l'impuissance des producteurs, qui n'ont pas la maîtrise de leurs propres biens et de leur épargne, il devrait aller de soi que tant que ce problème ne sera pas résolu, il ne pourra y avoir de développement. C'est l'impuissance du secteur privé dans ses rapports avec les États prédateurs qui est à la source de l'exode des capitaux et des compétences et qui explique aussi la pénurie d'investissement direct étranger en Afrique.

Conclusion

Pour que l'Afrique se développe, une nouvelle forme de démocratie devra émerger. Le pouvoir ne devra plus être concentré dans les mains des seules élites politiques. En premier lieu, les paysans doivent devenir les véritables propriétaires du bien essentiel qu'est la terre. Ce n'est qu'ainsi que la situation environnementale s'améliorera et qu'on pourra inverser la tendance actuelle à la déforestation et à la désertification rampantes. Pour y arriver, il faut mettre en place un régime de la propriété foncière et abolir le soi-disant «régime foncier communal», qui revient en réalité à une étatisation des terres.

En deuxième lieu, les paysans producteurs doivent obtenir un accès direct aux marchés mondiaux sans devoir passer par les élites politiques qui, par l'entremise des sociétés d'État, jouent les intermédiaires. Les cultures commerciales qui se négocient à l'échelle

internationale (notamment le café, le thé, le coton, le sucre, le cacao et le caoutchouc) doivent être proposées aux acheteurs (aux enchères) par les producteurs eux-mêmes, et non vendues d'abord à des offices de commercialisation contrôlés par l'État. Un système de ce genre est déjà en place pour le tabac au Zimbabwe ainsi que pour le café et le thé au Kenya.

Il faut mettre en place de nouvelles institutions financières (coopératives, caisses d'épargne et de crédit ou banques d'épargne) indépendantes des élites au pouvoir pour mieux répondre aux besoins financiers des sociétés rurales ainsi qu'à ceux des petits et moyens producteurs. Outre des services financiers, ces institutions pourraient proposer aux entreprises tous les services techniques qui ne sont actuellement pas offerts par les élites politiques : recherches sur les cultures, services de vulgarisation, amélioration du bétail, entreposage, transport et distribution et de nombreux autres services qui contribueraient à rendre l'agriculture africaine plus productive.

Voilà où les donateurs étrangers pourraient jouer un rôle plus constructif qu'à l'heure actuelle, au lieu de continuer à soutenir les élites politiques et les États africains par des concours budgétaires et d'autres moyens similaires. Les donateurs pourraient donner plutôt leur appui à ces institutions indépendantes en les aidant à acquérir les compétences nécessaires à leur gestion et dans une certaine mesure, en les protégeant contre les États prédateurs.

Ces changements pourraient annoncer enfin l'avènement d'une véritable économie de marché africaine répondant aux besoins des producteurs et consommateurs africains au lieu de simplement satisfaire les besoins des élites dirigeantes qui perpétuent la vision colonialiste d'une Afrique cantonnée au rôle de producteur de matières premières pour le monde industrialisé.

* *Moeletsi Mbeki est vice-président du South African Institute of International Affairs, cercle de réflexion indépendant de l'Université Witwatersrand à Johannesburg.*

Février 2006